

# "S'il faut faire des économies massives, il faut taper là où les dépenses sont les plus prégnantes, dans les retraites", préconise Stéphanie Villers, économiste

lire plus tard 502 commentaires

Publié le 21/04/2026 10:29  
 Temps de lecture : 4min - vidéo : 11min



franceinfo - Édité par l'agence 6Medias  
 France Télévisions

**Alors qu'un comité d'alerte sur les finances publiques se tient ce mardi 21 avril à Bercy, Sébastien Lecornu pourrait faire des annonces. Quatre à six milliards d'euros sont à trouver pour pallier les effets du conflit au Moyen-Orient. "Généralement, on voit le poste qui est le plus sollicité lorsqu'il faut faire des efforts, et là, ce sont les investissements d'avenir", souligne l'économiste Stéphanie Villers, invitée de "La Matinale".**

Une réunion stratégique se tient mardi 21 avril, au ministère de l'Économie et des Finances, à partir de 9 heures. Une réunion du comité d'alerte des finances publiques, alors que le gouvernement s'apprête à geler jusqu'à six milliards d'euros de dépenses. Qu'est-ce que cela signifie concrètement pour les services publics, la protection sociale ou encore le portefeuille des Français ? Quelle est donc la facture de la guerre au Moyen-Orient ? Invitée de "La Matinale", Stéphanie Villers, économiste et conseillère économique au cabinet PwC France, apporte son éclairage sur la situation.

**Ce texte correspond à une partie de la retranscription de l'interview ci-dessus. Cliquez sur la vidéo pour la regarder dans son intégralité.**

**Jamel Mazi : Deux mois après le déclenchement de cette guerre au Moyen-Orient, le gouvernement fait ses comptes. Et ce qu'on peut voir, c'est que cette guerre coûte très cher aux finances publiques ?**

Oui, elle commence à coûter très cher, notamment parce qu'il y a le retour de l'inflation. Tout le budget 2026 avait été voté avec une inflation en dessous de 2 %. Or, on sait que cette année, il y aura un basculement, il y aura de nouveau des pressions inflationnistes, notamment on le voit bien sur l'énergie. Et ça, c'est un coût sur les finances publiques et ça a un coût à travers notamment les taux d'intérêt.

**Quatre à six milliards d'euros, selon Roland Lescure.**

Le gouvernement nous dit que la hausse des taux d'intérêt va peser à hauteur de quatre milliards d'euros supplémentaires sur la charge des intérêts de la dette. C'est pour ça qu'il a annoncé vouloir faire des économies équivalentes pour essayer de financer cette surcharge des intérêts de la dette, qui est liée à la hausse des taux d'intérêt déclenchée par le conflit.

**Ça voudrait dire aussi qu'il faut s'attendre à d'éventuelles hausses d'impôts, des taxes, par exemple ?**

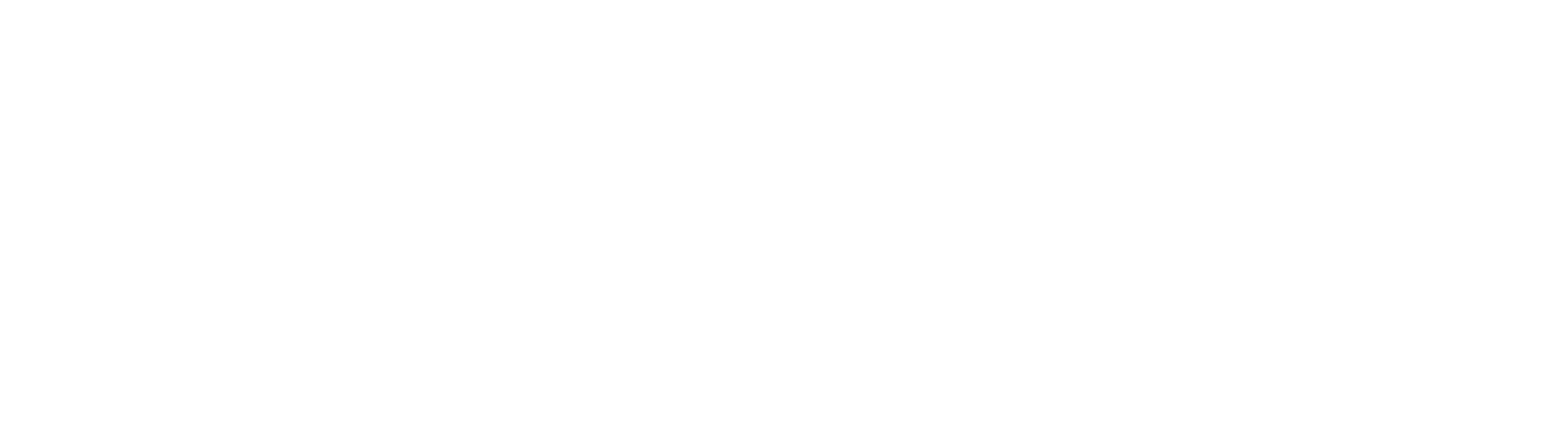
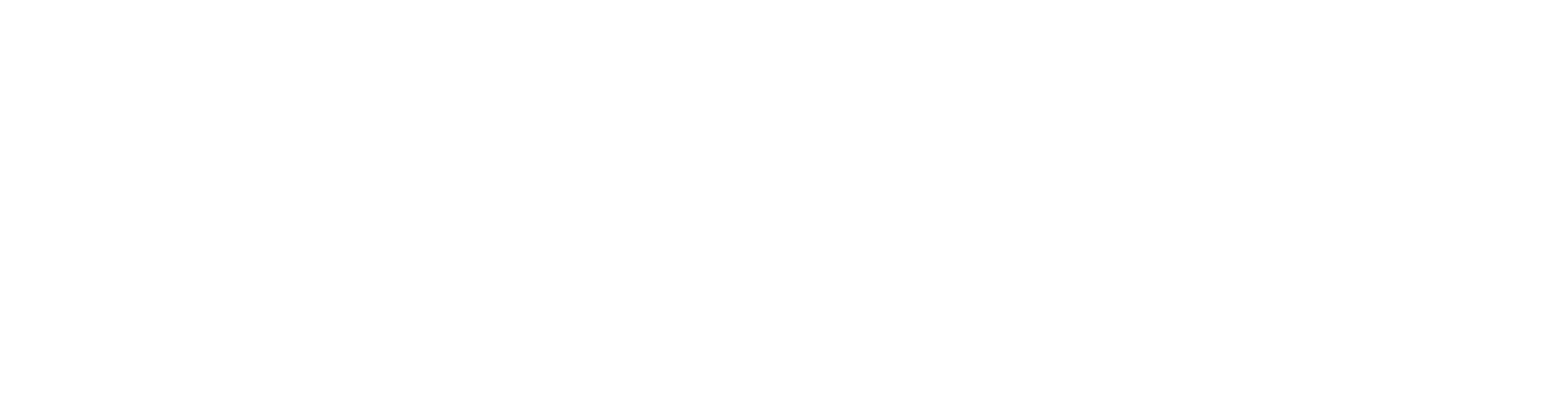
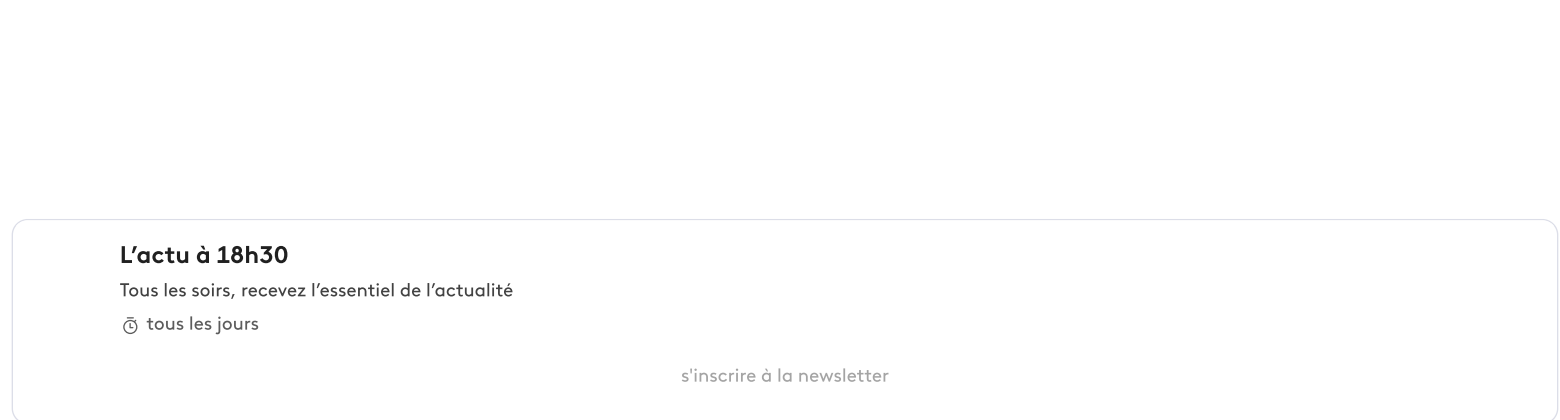
Non, mais je pense que comme ça a été bien dit, déjà ce conflit en Iran est en train de détériorer le pouvoir d'achat à travers la hausse des prix de l'énergie. Les marges de manœuvre sur l'ensemble de l'année, demander aux Français de faire des efforts supplémentaires pour baisser la dépense publique, ça va être compliqué. Pour autant, ça a été quand même annoncé, cette nécessité de faire des économies. Et je pense que la recette, comme elle est souvent appliquée, c'est aller piocher de-ci de-là, en gelant les crédits d'impôt qui ont été votés dans les ministères, pour essayer d'atteindre ces quatre milliards.

**Où est-ce qu'on pourrait aller piocher, justement ?**

Ne pas demander directement de l'aide aux Français. Pas à la défense, on sait aussi que l'éducation, c'est quand même assez compliqué, parce que des efforts ont déjà été demandés. Généralement, on voit le poste qui est le plus sollicité lorsqu'il faut faire des efforts, et là, ce sont dans les investissements d'avenir. On a tendance à reporter les décisions d'investissement en disant qu'il faut parer à l'urgence et maintenir un niveau de dépenses, notamment le niveau de dépenses sociales. Après, il y a bien sûr des pistes. C'est peut-être moins indexer, par exemple, les pensions de retraite par rapport à l'inflation. Ça, ce sont effectivement de grosses pistes d'économie à effectuer. Je rappelle qu'en 2024, l'indexation des retraites à l'inflation avait coûté 18 milliards, rien que l'indexation, je ne parle pas du total des retraites. En réalité, s'il faut faire des économies massives, il faut taper là où les dépenses sont les plus prégnantes, dans les retraites, ce sont les dépenses qui pèsent le plus.

**Cliquez sur la vidéo pour regarder l'entretien en intégralité.**

502 commentaires partager



**L'actu à 18h30**  
 Tous les soirs, recevez l'essentiel de l'actualité  
 tous les jours

s'inscrire à la newsletter

**les mots-clés associés à cet article**

Eco / Conso
Politique
Pouvoir d'achat
Inflation
Guerre au Moyen-Orient
Monde
Iran

Gouvernement de Sébastien Lecornu

---

**contenus sponsorisés**

---

**Découvrez l'application franceinfo**

Toute l'actu en direct et en continu, où et quand vous voulez.

- Sauvegardez vos articles à lire plus tard
- Recevez les alertes uniquement sur ce qui vous intéresse

Télécharger l'application

---

Accueil / Eco / Conso

---

**:toute l'actu dès 7h30**

Votre adresse e-mail

**s'inscrire**

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous adresser des newsletters.  
 Pour exercer vos droits, contactez-nous.

[Notre politique de confidentialité](#)

le live

direct tv

direct radio

Retrouvez aussi

Lo météo

Les jeux

Politique de confidentialité  
 CGU et mentions légales  
 Gérer mes tracers  
 Plan du site  
 Plan du site recherche  
 Qui sommes-nous ?  
 Nous contacter

Accessibilité (partiellement conforme)  
 Charte déontologique  
 Charte du Live  
 Assistant vocal  
 Devenir annonceur  
 Recrutement